

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Fête de l'Humanité 2012

Discours de Pierre Laurent aux personnalités

Madame, monsieur,

Chers amis, chers camarades,

« Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. » François Hollande, 22 janvier 2012, Le Bourget.

Monsieur le président Hollande, écoutez le candidat François, révissez ses discours car c'est le mandat que vous ont confié les Françaises et les Français. Relisez-le vite, car si la bataille n'est pas tout de suite engagée le candidat François accusera bientôt le président Hollande.

Nous, en tout cas, on n'oublie rien. On a aimé l'année écoulée, la bataille menée. Et avec des millions de nos concitoyens, on s'est fait un serment place de la Bastille, place du Prado, place du Capitole : si nous battons Sarkozy, on ne lâchera rien.

Alors nous y sommes, on a battu Sarkozy et la bataille du changement commence.

Notre adversaire sans visage l'a bien compris. Il a déjà déclenché son tir de barrage, dégainé ses plans de licenciements, son chantage à l'exil fiscal, son matraquage idéologique sur le coût du travail, et ses commandements patronaux : « La ratification du traité budgétaire européen ne devrait même pas être un débat, ordonne Laurence Parisot, il faut le signer des deux mains. »

Eh bien madame Parisot, il n'y a qu'un problème : c'est vous qui avez perdu les élections, et nous qui les avons gagnées. Et si vous avez déclaré la guerre au changement, soyez certaine que nous et les Français qui voulons ce changement

ne sommes pas décidés à nous laisser voler la victoire.

Jamais l'Europe, jamais la France, jamais notre peuple, jamais le monde n'ont affronté une crise aussi grave, aussi dure, aussi dangereuse. Et nous avons les solutions pour en sortir.

Nous ne sommes pas des opposants. Les querelles politiciennes, les tractations, les bisbilles, tout cela n'est que détail car, après dix ans de droite, l'heure vient de sonner des responsabilités, de la France, de l'avenir de notre continent et de notre union.

Nous ne sommes pas des opposants. Nous ne nous opposons pas à un gouvernement, nous combattons une politique, l'austérité, qui enfonce l'Europe dans la récession. Nous récusons un diagnostic erroné qui confond la crise de la dette avec le vrai mal, la crise du cancer financier qui ronge le travail. Nous refusons de nous plier à la confiscation de la souveraineté populaire par une classe financière qui possède tout, les banques, les marchés financiers, les multinationales, et qui a déclaré la guerre aux démocraties et aux peuples.

Nous ne sommes pas des opposants. Nous sommes, comme les Français, prêts à l'effort et au travail. Et après tout, s'il s'agissait de se serrer la ceinture pendant deux ans pour que le pays aille mieux, nous serions prêts à en discuter.

Mais le choc budgétaire décrété par le président de la République n'est pas, ne sera pas, le choc salutaire espéré par les Français. L'austérité appelle l'austérité, c'est la règle implacable des marchés. N'avons-nous donc rien appris des souffrances des peuples grecs, portugais, espagnols, allemands... ?

Je sais bien qu'il est à la mode de pleurnicher sur ces *pôvres* riches obligés de se délocaliser, sur ce *pôvre* Bernard Arnaud et ses quarante milliards d'euros de fortune estimés. On ne nous tirera pas une larme.

A l'heure où la fraude fiscale représente plus que le budget de l'éducation nationale, je propose un principe simple : la case prison pour les délinquants fiscaux, la case salaires pour les travailleurs ! On arrête le Monopoly et on restaure l'Etat de droit.

Et qu'on ne vienne pas nous parler de flexibilité. Ou alors qu'on ose en parler aux dizaines de milliers de salariés menacés en ce moment de licenciements dans le pays, aux PSA, aux Fralib, aux Petroplus, aux Sanofi, aux Sodimedical, à à toutes celles et à tous ceux-là qui sont sacrifiés sur l'autel de la rentabilité et du profit financier. La flexibilité réclamée par le patronat, c'est le cache-sexe de la loi de l'argent contre le travail.

Qu'on ose en parler aux 900 000 salariés victimes de la dernière invention flexible du pouvoir Sarkozy : la rupture conventionnelle !

Le changement, ce sont les salariés qui l'ont voulu. C'est pour eux que la vie doit changer.

Nous serons nombreux à rejoindre dans quelques instants les salariés venus de toute la France pour manifester dans la Fête. Oui c'est pour eux, d'abord, que le changement doit commencer ! doit commencer tout de suite !

Nous ne sommes pas des opposants, nous sommes des bâtisseurs.

Notre problème principal n'est pas de soutenir ou de nous opposer au gouvernement de la France. Notre problème est de soutenir l'effort nécessaire pour rompre, pour changer, pour que l'esprit de défaite face aux marchés cède le pas à l'esprit de conquête d'un nouveau modèle social, économique, écologique, financier.

Ainsi, je m'adresse à chacune et à chacun d'entre vous, à moi-même, à mon parti, le Parti communiste français, au Front de gauche, à toutes les formations, à toutes les forces de la gauche avec, à l'esprit, la responsabilité à laquelle appelle la situation.

La France, l'Europe ont besoin que se lèvent à la fois un front populaire de refus de l'austérité et un mouvement de renaissance pour une nouvelle démocratie économique et sociale.

Nous sommes comme dans un moyen-âge où celles et ceux qui le peuvent ont la responsabilité de joindre leurs efforts pour une renaissance de l'esprit démocratique contre les féodalités mondiales que les forces de l'argent ont construites.

Si nous n'y prenons garde, l'argent-roi creusera à nouveau les tunnels par lesquels les nouveaux barbares, et je pense l'héritière de celui qui tortura en Algérie, tentent de se frayer patiemment un chemin.

Ceux-là sont prêts à jeter les peuples les uns contre les autres. A la catastrophe annoncée de l'austérité, ils proposent d'en ajouter une autre : la dissolution de la zone euro, autrement dit, la guerre des égoïsmes. Nous, avec les Grecs, les Espagnols, les Roumains, les Allemands, les Italiens, nous croyons à l'Europe, à l'Europe des peuples solidaires. On ne citera jamais assez Jean Jaurès :

« Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène ; un peu de patriotisme éloigne de l'international, beaucoup y ramène. »

Combattre l'argent, c'est aujourd'hui défendre la démocratie. C'est donc avec la conviction que la France doit engager le combat que je me présente à vous. Et ce combat commence par un simple mot : NON.

Non, nous n'acceptons pas que la Banque centrale européenne soit dépendante des marchés et indépendante des peuples.

Non, nous n'acceptons pas que le choc de compétitivité, c'est-à-dire l'abaissement social du travail soit la politique de l'Europe et de la France.

Non, nous n'acceptons pas qu'un traité européen impose aux peuples une politique de fracture sociale.

Non, nous n'acceptons pas que soit décidé de l'avenir des peuples sans les peuples. Et qu'on ne nous refasse pas le coup du « laissons passer ce traité et nous réorienterons l'Europe demain », c'est un mensonge, un marché de dupes. Mario Draghi, président de la BCE, pour lequel « la crise constitue une formidable opportunité », a annoncé la couleur, pour lui le modèle social européen est mort et le traité budgétaire est la première étape d'une stratégie qui en compte trois et qui vont s'enchaîner dans la foulée de la ratification. Je cite monsieur Draghi :

« L'union financière, budgétaire et politique qui conduira à la création de nouvelles entités supranationales est inévitable. »

Eh bien, nous appelons la France a refusé la ratification du traité Sarkozy-Merkel. Nous appelons les parlementaires, nous appelons le président de la République qui s'était engagé à le renégocier, à respecter le mandat qu'ils ont reçu du peuple et nous demandons l'organisation d'un référendum sur le traité européen de stabilité.

Nous appelons toute les forces de progrès, tous nos concitoyennes et concitoyens à se joindre à la grande manifestation unitaire pour l'Europe solidaire et contre le traité d'austérité qui se tiendra le 30 septembre prochain à Paris.

Et permettez-moi d'ajouter que, pour la gauche, voter pour ce traité, ce serait comme une dinde qui voterait pour Noël !

A l'instant, j'ai employé un mot, celui de renaissance. Je crois à cette idée. C'est une période de renaissance intellectuelle, sociale, politique qui doit s'ouvrir.

Nous avons besoin de toutes et de tous. Et il n'y a à mes yeux aucune condition, aucun ralliement nécessaire, aucune allégeance à qui que se soit, pour débiter ce travail commun.

Le Front de gauche n'est pas une boutique, c'est un mouvement.

Le Front de gauche n'est pas achevé. Sa mission n'est pas de rassembler autour de lui, quoique évidemment le faire n'est pas si mal, la mission première du Front de gauche, c'est d'être l'un des outils par lequel forger un mouvement du peuple, une agrégation des luttes sociales, de la politique et de l'effort intellectuel.

Nous cherchons à nouveau au-delà de nous-mêmes les voies pour que le Front de gauche se transforme en Front du peuple, le pays et l'Europe ont besoin d'un Front populaire du XXIe siècle.

J'aimerais enfin souligner un point d'importance décisive.

Oui, nous partageons pleinement l'ambition affichée par l'intitulé du ministère d'Arnaud Montebourg.

Oui, le pays a besoin d'un redressement productif, ou, mieux, d'une renaissance productive. Car il ne s'agit pas de produire comme avant. Il s'agit d'avoir pour le pays une ambition et une vision de long terme. Nous sommes à l'heure des bouleversements et des bifurcations : la révolution informationnelle n'en finit pas d'ouvrir un monde nouveau. Une nouvelle révolution industrielle se cherche.

Notre responsabilité est d'engager la mutation de notre production industrielle et agricole, de nos relations commerciales en ayant trois objectifs en ligne de mire 1) l'élimination des gâchis sociaux et écologiques 2) la souveraineté alimentaire et industrielle des grandes régions du monde 3) la transition vers une croissance sociale et éducative de haut-niveau, un commerce de partage, d'échanges et non plus de compétition, de dominations et de concurrence.

Ainsi, lorsque certains moquent avec légèreté l'objectif de relocalisation, ils ont un monde de retard. Qui peut penser, à l'heure de la fracture écologique, que la dépendance massive de l'Europe aux protéines végétales sud-américaine est un

bien pour la société mondiale ? Qui peut sérieusement penser que le transport de mégatonnes de produits chimiques de la Chine vers l'Europe est moderne ? Pensons-nous sérieusement une seule seconde que les Chinois, les Indiens, les Vietnamiens vont continuer à faire cadeau à l'Europe d'une main-d'oeuvre bon marché alors que chaque année ces pays produisent des cargaisons d'ingénieurs et de technologies nouvelles ?

Le colonialisme économique basé sur la domination de l'Occident est derrière nous. Ainsi, nous ne profiterons plus de main d'oeuvre et d'énergie à bas coût. La transition a débuté depuis des années et la seule question qui se pose est : est-ce que les peuples subiront cette transition dans le chaos social ou au contraire dans la justice et le développement ?

En d'autres termes, laisserons-nous la mondialisation se retourner contre les peuples ou bien la placerons-nous au service des peuples ?

Il est de bon ton dans certains milieux de parler de la Chine du bout du lèvres. J'aimerais bien quant à moi que nous soyons capable à l'instar d'autres régions du monde de penser l'avenir industriel et agricole avec vingt ans d'avance.

Le président de la République vient d'annoncer l'objectif de rénovation thermique d'un million de logement par an. J'applaudis des deux mains. Mais où est la filière industrielle ? Aujourd'hui quand on installe en France une chaudière à bois, il n'y a pas une seule entreprise française qui sache produire un aspirateur à cendre automatique.

Il y a un problème d'anticipation à l'échelle d'un siècle : nous sommes à l'étape d'une reconstruction de nos modes de production. Et donc il faut que la puissance publique, que l'Etat, que l'Union européenne prennent en main les acteurs essentiels : les banques, la Banque centrale européenne, les acteurs industriels et agricoles majeurs, le système public de formation.

Et passez-moi l'expression, mais ce n'est pas avec la bande qui est à la tête des banques qu'on va s'en sortir. L'économie est une chose trop sérieuse pour être laissée aux banquiers. On nous accuse parfois de vouloir mener une politique inflationniste par la mobilisation du crédit de la Banque centrale européenne. C'est une critique passéiste : nous proposons l'ouverture d'un crédit de transition industrielle, c'est-à-dire sélectif. Un milliard d'Euros dans la rénovation thermique des bâtiments se rentabilise en dix ans. C'est-à-dire rien à l'échelle des investissements industriels.

Et j'ajoute qu'on ne nous fera pas prendre de petites décisions prises par le petit bout de la lorgnette politicienne qu'on ouvrira le réel avenir d'une ambition écologique et industrielle. Fermer Fessenheim et laisser fermer les usines comme PSA par dizaines, eh bien comme signe de changement social et écologique, il y a mieux !

En un mot, le pays a besoin de politique, c'est-à-dire d'un cap, un cap fixé selon des objectifs humains de civilisation. Ce cap, il nous faut le construire tous ensemble, salariés, syndicalistes, intellectuels, politiques et ce cap d'intérêt national, il faut qu'il l'emporte.

Certains à gauche se bouchent le nez quand ils entendent parler d'industrie.

J'aimerais leur rappeler que leur Ipad, leur scooter électrique et que les serveurs qui accueillent Facebook, ne naissent pas dans les choux !

Un pays sans usine est un pays mort. Un pays sans ouvrier, sans ingénieur, sans scientifique est un pays mort.

Alors oui, la classe ouvrière de ce pays et de l'Europe doit relever la tête. Il faut ouvrir des usines, construire des transports en commun, isoler les bâtiments car on ne fera pas avaler qu'il est plus écologique de produire à 10 000 kilomètres ce dont nous avons besoin ici.

Chers amis, vous êtes nombreuses et nombreux. Je reconnais beaucoup de visages qui me sont chers, avec qui notre dialogue se poursuit depuis des années. Il y a des amis ici. Des femmes et des hommes que je respecte profondément.

Il y a des infatigables, des créatifs, celles et ceux qui ont affronté les tempêtes, certains, n'est-ce-pas cher Bernard Thibault, qui ont tant donné, qui donne tellement à leur idéal. Soyez remercié de votre présence, elle nous touche, elle me touche.

Et parmi ces visages, parmi tous mes amis du Front de gauche, il en est un que je veux saluer particulièrement aujourd'hui, c'est Jean-Luc Mélenchon. Nous formons une équipe soudée, nous n'avons pas connu que des chemins de roses et d'encens, nous avons ensemble vibré dans les victoires, encaissé des coups, ensemble. Une chose est sûre : il n'y a pas d'aventures politiques, sans aventures humaines. Et c'est aussi cela le Front de gauche. Alors oui, Jean-Luc, nous sommes fiers de ce que nous avons commencé à accomplir ensemble. On ne lâche rien !

Et je veux faire une remarque amicale à mes amis journalistes.

Certains m'ont tenu la jambe avec les problèmes de leadership. Je vais vous faire une confidence : ça m'intéresse autant que les problèmes de phlébite de la Reine d'Angleterre.

Et pour une raison de fond : j'ai toujours été un communiste un peu anar sur les bords. Je crois à la coopération, je crois à la polyphonie, je crois à l'indépendance et à l'unité. Ça cloche parfois, ça discutaille, et alors ? Vous voulez l'alignement derrière un chef ?

L'avenir, c'est une société du partage, de la révolution citoyenne, de la fin de l'organisation présidentialisée de la société. Et vous savez, je pense que le Front de gauche doit devenir une coopérative bouillonnante.

Alors, mes amis journalistes, ça défrise les modèles ? On a du mal à s'arracher à

un lecture virile et patriarcale de la politique ? C'est normal, pas d'angoisse, c'est juste que le monde change.

Je veux dire enfin un mot de l'avenir du Parti communiste français et de notre prochain congrès.

Le récit qui s'est imposé ces trente dernière années est à la fois simple et juste : le communisme et le PCF sont entrés en crise avec l'échec de l'expérience soviétique et le capitalisme s'est présenté comme la seule voie crédible.

Tout cela était apparu juste. Jusqu'à maintenant. Car l'histoire s'est renversée : c'est le capitalisme qui est en crise, plus nous.

Et vous devez comprendre, je le dis en particulier aux commentateurs de la vie politique, que nous sommes désormais entrés dans une nouvelle histoire, un nouveau récit.

Nous regardons l'avenir, nous regardons nos responsabilités, nous développons notre action internationale, une nouvelle génération de jeunes intellectuels, de syndicalistes, de travailleurs nous a rejoints !

Je ne dis pas cela pour pousser un cocorico qui n'aurait aucun intérêt. Je dis cela car j'ai la conviction que notre pays, et notre parti, vont vivre une période de renaissance intellectuelle et politique.

Les enfants de la crise, les enfants du début des années 1980 et 1990 arrivent à maturité politique avec une donnée fondamentalement différente de la génération précédente : le monde dans lequel ils sont nés est un monde de dangers, de guerre, de crash écologique, d'abaissement de la valeur de la personne humaine à la valeur comptable et, dans le même mouvement, c'est un monde où les possibilités de partage des savoirs, des informations, de coopération à des milliers de mains sont nées.

C'est dans ce monde que nos enfants ont grandi : le monde des gâchis et le monde des partages.

Les racines de l'idée de mise en commun, d'un communisme de nouvelle génération sont là. Et c'est pour cela qu'une page est tournée, qu'une histoire nouvelle s'écrit.

C'est pour ces raisons simples qu'un mouvement de renaissance, pour le communisme, pour le PCF et, bien au-delà, est en train de chercher les voies de son accouchement. Et à nos yeux, il n'y a aucun préalable pour se mettre autour d'une table et pour travailler car il faut travailler, sortir des cases dans lesquels nous sommes tous plus ou moins enfermés, et travailler, travailler, travailler ensemble, sans cesse.

Alors s'agissant du Parti communiste français, dont nous venons ce jeudi de

convoquer le congrès du 7 au 10 février prochain, je vous le dis comme je pense, devant l'importance historique des enjeux : ne vous attendez pas à un congrès plan-plan. N'attendez pas de nous que nous prenions des mines grises et des airs déconfits parce que ça va être rock n'roll.

Ce sera le congrès de la France et de la coopération mondiale, cela sera le congrès des ouvriers et de l'écologie, cela sera à la fois le congrès de la jeunesse et celui qui mariera Rousseau et Marx, cela sera le congrès des entreprises en lutte et d'une nouvelle économie politique. Cela sera le congrès du développement du Front et de gauche et d'une nouvelle ère pour le Parti communiste français.

Alors le message est clair : accrochez-vous aux rideaux, ça va secouer. Le Parti communiste est de retour pour être utile au peuple, à la France, à notre Union, à l'Europe. On ne lâche rien !

Vive le Front de gauche !

Vive le Parti communiste français !

Vive la République !

Vive la France !

Et vive l'Humanité !

—

Pierre Laurent

Secrétaire national du Parti communiste français

Stand national des communistes à la fête de l'Humanité 2012 - La Courneuve -
16 septembre 2012